



30 JUIN 2014

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

1. Information financière semestrielle 2014
2. Rapport semestriel d'activité
3. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2014
4. Attestation du responsable de l'information

INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2014

BILAN CONSOLIDÉ, IFRS (en milliers d'euros)

ACTIF	NOTE	30/06/2014	31/12/2013
ACTIF COURANT :			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2	8 348	5 138
Autres actifs financiers courants	2	87 818	42 724
Trésorerie, équivalents de trésorerie et autres actifs financiers courants :	2	96 166	47 862
Créances clients		1 206	1 896
Stocks		1 176	975
Autres actifs courants	3	18 439	10 616
TOTAL ACTIF COURANT		116 987	61 349
ACTIF NON COURANT :			
Immobilisations corporelles	4	23 520	23 988
Immobilisations incorporelles	5	1 224	1 329
Immobilisations financières	6	4 502	9 937
Titres de participation mis en équivalence	6	3 086	3 841
Autres actifs non courants	7	27 105	25 406
TOTAL ACTIF NON COURANT		59 437	64 501
TOTAL ACTIF		176 424	125 850

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	NOTE	30/06/2014	31/12/2013
PASSIF COURANT :			
Fournisseurs		12 854	9 364
Passifs financiers	8	16 796	8 830
Provisions pour risques		182	103
Autres passifs courants	9	4 844	5 699
TOTAL PASSIF COURANT		34 676	23 996
PASSIF NON COURANT :			
Passifs financiers	8	42 583	40 788
Avantages au personnel	10	4 681	4 444
Autres passifs non courants	9	-	-
TOTAL PASSIF NON COURANT		47 264	45 232
TOTAL PASSIF		81 940	69 228
CAPITAUX PROPRES :			
Capital	11	87 965	72 933
Prime d'émission et réserves		476 083	428 023
Report à nouveau		(442 707)	(399 849)
Résultat de l'exercice		(25 113)	(42 858)
Autres éléments du résultat global		(1 744)	(1 627)
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES REVENANT AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ		94 484	56 622
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		176 424	125 850


COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ, IFRS (en milliers d'euros, sauf pour les données par action)

	NOTE	30/06/2014	30/06/2013
Revenus des accords de collaboration et de licence	12	1 291	1 401
Financements publics de dépenses de recherche	12	4 988	5 313
PRODUITS OPÉRATIONNELS		6 279	6 714
Dépenses de recherche et développement		(26 024)	(25 458)
Frais généraux		(3 850)	(3 265)
Autres produits et (charges), nets	13	(197)	(226)
CHARGES OPÉRATIONNELLES NETTES		(30 071)	(28 949)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		(23 792)	(22 235)
Produits financiers (charges), nets	14	(566)	(805)
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		(24 358)	(23 040)
Charge d'impôt sur le résultat	15	-	-
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	6	(755)	(126)
RÉSULTAT NET		(25 113)	(23 166)
Résultat net par action (€) – de base	11	(0,65)	(0,73)
Résultat net par action (€) – dilué	11	(0,65)	(0,73)

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL, IFRS (en milliers d'euros)

	30/06/2014	30/06/2013
RÉSULTAT NET	(25 113)	(23 166)
Gains / (pertes) de change	(1)	3
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	(116)	168
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	(117)	171
RÉSULTAT NET GLOBAL	(25 230)	(22 995)
Dont, part revenant à la société mère :	(25 230)	(22 995)
Dont, intérêts minoritaires :	-	-


TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE, IFRS (en milliers d'euros)

	NOTES	30/06/2014	30/06/2013
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ			
Résultat net		(25 113)	(23 166)
Annulation du résultat financier		566	1 121
ÉLIMINATION DES ÉLÉMENTS NON MONÉTAIRES			
Résultat des sociétés mises en équivalence		755	126
Provisions		252	184
Amortissements	4,5,6	1 499	1 386
Paiements en actions	16.2	360	371
Autres	13	2	182
TRÉSORERIE NETTE ABSORBÉE PAR LES OPÉRATIONS AVANT VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT ET AUTRES ÉLÉMENTS OPÉRATIONNELS :		(21 679)	(19 796)
VARIATION DES BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION :			
Créances courantes et charges constatées d'avance	20	60	1 280
Stocks et travaux en cours		(201)	210
Crédit d'impôt recherche	12.2	(4 959)	(3 688)
Autres actifs courants	3	324	616
Fournisseurs	20	3 489	831
Produits constatés d'avance	9	(439)	(2 316)
Avantages au personnel	10	(423)	(564)
Autres passifs courants	9	7	(180)
TRÉSORERIE NETTE ABSORBÉE PAR LES OPÉRATIONS :		(23 821)	(23 607)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT :			
(Acquisitions) / cessions d'immobilisations corporelles	4	(831)	(1 122)
(Acquisitions) / cessions d'immobilisations incorporelles	5	(97)	(126)
Autres (acquisitions) / cessions	6	2 553	(2 442)
TRÉSORERIE NETTE ABSORBÉE PAR LES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT :		1 625	(3 690)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT :			
Résultat financier net encaissé	14	-	(394)
Produit brut de l'émission d'actions	14	65 654	-
Frais d'émission d'actions		(2 922)	-
Financements publics conditionnés	8.2	775	-
(Acquisitions) / cessions d'autres actifs financiers	2	(45 813)	22 678
Montant net reçu sur financement du crédit d'impôt recherche	8	7 967	7 418
Locations financières	8	(254)	(301)
TRÉSORERIE NETTE PROVENANT DES / (ABSORBÉE PAR LES) ACTIVITÉS DE FINANCEMENT :		25 407	29 401
Ecarts de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		(1)	3
AUGMENTATION / (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE :		3 210	2 107
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		5 138	6 137
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE :		8 348	8 244
Investissements dans les autres actifs financiers courants		87 818	63 800
TRÉSORERIE, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS :		96 166	72 044



TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES, IFRS (en milliers d'euros)

	ACTIONS ORDINAIRES		PRIME D'ÉMISSION ET RÉSERVES	REPORT À NOUVEAU	AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	RÉSULTAT DE LA PÉRIODE	TOTAL REVENANT AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ
	NOMBRE D'ACTIONS	CAPITAL					
AU 30 JUIN 2013	31 854 490	72 886	427 629	(399 849)	(1 904)	(23 166)	75 596
Paiements en actions	9 600	22	394	-	-	-	416
Augmentation de capital	10 768	25	-	-	-	-	25
Résultat de la période	-	-	-	-	-	(19 692)	(19 692)
Profits de juste valeur sur actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	-	(19)	-	(19)
Ecart actuariels sur provision IDR	-	-	-	-	247	-	247
Swap de taux	-	-	-	-	49	-	49
AU 31 DÉCEMBRE 2013	31 874 858	72 933	428 023	(399 849)	(1 627)	(42 858)	56 622
Paiements en actions	16 261	37	360	-	-	-	397
Augmentation de capital	6 553 551	14 995	47 700	-	-	-	62 695
Affectation du résultat 2013	-	-	-	(42 858)	-	42 858	-
Résultat de la période	-	-	-	-	-	(25 113)	(25 113)
Profits de juste valeur sur actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	-	(1)	-	(1)
Swap de taux	-	-	-	-	(116)	-	(116)
RÉSULTAT NET GLOBAL	-	-	-	-	(117)	(25 113)	(25 230)
AU 30 JUIN 2014	38 444 670	87 965	476 083	(442 707)	(1 744)	(25 113)	94 484



ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

PRÉAMBULE

Les comptes consolidés de Transgene (le « Groupe ») au 30 juin 2014 sont établis conformément aux principes et méthodes définis par le référentiel international IFRS (International Financial Reporting Standard) tel qu'adopté par l'Union européenne. Ils ont été établis sous la responsabilité du Président-Directeur Général.

L'information financière semestrielle comprend :

- Le bilan et l'état du résultat global total (dont le compte de résultat),
- Le tableau des flux de trésorerie,
- Le tableau de variation de la situation nette, et
- Les notes annexes.

NOTE 1

PRINCIPES COMPTABLES

RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés semestriels du Groupe au 30 juin 2014 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « information financière intermédiaire » – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne. S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 qui figurent dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 17 avril 2014.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés semestriels sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2014 et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

NOUVELLES NORMES / AMENDEMENTS APPLICABLES AUX EXERCICES OUVERTS À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2014 EN EUROPE :

NORME / INTERPRÉTATION	DATE D'APPLICATION PRÉVUE PAR L'IASB (exercices ouverts à compter du)	DATE D'APPLICATION UNION EUROPÉENNE (exercices ouverts à compter du)
Amendement IAS 1 - Présentation des états financiers - Présentation des éléments du résultat global	01/07/2012	01/07/2012
IFRS 13 - Évaluation de la juste valeur	01/01/2013	01/01/2013
IAS 19 - Avantages au personnel	01/01/2013	01/01/2013
Amendement IFRS 7 Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels	01/01/2013	01/01/2013
Améliorations annuelles des IFRS (2009-2011)	01/01/2013	01/01/2013
IAS 1 - Présentation des états financiers	01/01/2013	01/01/2013
IAS 16 - Immobilisations corporelles	01/01/2013	01/01/2013
IAS 32 - Instruments financiers : Présentation	01/01/2013	01/01/2013
IAS 34 - Information financière intermédiaire	01/01/2013	01/01/2013
IFRS 10 – Etats financiers consolidés	01/01/2013	01/01/2014



IFRS 11 – Partenariats	01/01/2013	01/01/2014
IFRS 12 – Information à fournir sur les intérêts dans d'autres entités	01/01/2013	01/01/2014
IAS 28 – Participation dans des entreprises associées	01/01/2013	01/01/2014
Amendement IAS 32 – Compensation des actifs financiers et passifs financiers	01/01/2014	01/01/2014
Amendement IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27 – Entités d'investissement	01/01/2014	01/01/2014
Amendement IFRS 10, 11, 12 – Dispositions transitoires	01/01/2013	01/01/2014
Amendement IAS 36 – Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers	01/01/2014	01/01/2014
Amendement IAS 39 – Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture	01/01/2014	01/01/2014

AUTRES NORMES / AMENDEMENTS PUBLIÉS AU 30 JUIN 2014 :

NORME / INTERPRÉTATION	DATE D'APPLICATION PRÉVUE PAR L'IASB (exercices ouverts à compter du)	DATE D'APPLICATION UNION EUROPÉENNE (exercices ouverts à compter du)
IFRS 9 – Instruments financiers	01/01/2018	Non endossée
IFRS 11 – Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune	01/01/2016	Endossement attendu Q1 2015
Améliorations annuelles, cycle 2010-2012		Endossement attendu Q4 2014
IFRIC 21 – Droits ou taxes	01/01/2014	Endossement attendu Q2 2014
Amendements à IAS 19 – Régimes à prestations définies, cotisations des membres du personnel	01/07/2014	Endossement attendu Q4 2014
Améliorations annuelles, cycle 2011-2013		Endossement attendu Q3 2014
Amendement IAS 16, 38 – clarification des méthodes de dépréciation et d'amortissement acceptables	01/01/2016	Endossement attendu Q1 2015
IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec les clients	01/01/2017	Endossement attendu Q2 2015

Les normes, interprétations et amendements des normes applicables à compter du 1^{er} janvier 2014 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes de la société.

1.1 ■ BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les comptes consolidés ont été établis selon les principes généraux IFRS : image fidèle, continuité d'exploitation, méthode de la comptabilité d'engagement, permanence de la présentation, importance relative et regroupement. Ils ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception des actifs financiers disponibles à la vente qui ont été évalués à leur juste valeur.

S'agissant d'états financiers intermédiaires résumés, ceux-ci ne comportent pas toutes les informations requises pour l'établissement des états financiers complets et doivent donc être lus en lien avec les états financiers consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2013, tels que présentés au paragraphe 20.1 du document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 17 avril 2014.

Pour préparer les états financiers conformément aux IFRS, la Direction de Transgene a procédé à des estimations et a fait des hypothèses, notamment concernant les estimations provisoires et les actifs d'impôt différé, qui peuvent avoir une incidence sur les éléments d'actif et de passif et sur les montants présentés au titre des produits et charges de l'exercice. Les résultats réels ultérieurs pourraient différer sensiblement de ces estimations et hypothèses retenues.



Compte tenu de l'activité, la Direction considère que les actifs immobilisés ne sont liés qu'à une seule unité génératrice de revenus. Le Groupe apprécie à chaque date de clôture s'il existe une indication qu'un actif ait perdu de la valeur. En présence d'une telle présomption, ou lorsqu'un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, le Groupe fait une estimation de la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Elle est déterminée pour chaque actif pris isolément, à moins que l'actif ne génère des flux de trésorerie largement dépendants d'autres actifs ou groupe d'actifs. Si la valeur comptable d'un actif excède sa valeur recouvrable, l'actif est réputé avoir perdu une partie de sa valeur et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable. Pour déterminer la valeur d'utilité, les flux futurs de trésorerie estimés sont actualisés en appliquant un taux d'actualisation avant impôt reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif.

1.2 ■ PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Transgene SA, et de Transgene, Inc. et Transgene Biopharmaceuticals Technology (Shanghai) Co. Ltd. (« Transgene Shanghai »), filiales détenues à 100% et dont les sièges sociaux se trouvent respectivement à Rockville, Maryland (Etats-Unis) et Shanghai (Chine). Ces sociétés sont consolidées par intégration globale.

Les participations de Transgene SA dans les sociétés Elsalys Biotech SAS, Platine Pharma Services SAS et Transgene Tasly (Tianjin) Biopharmaceuticals Co. Ltd., détenues respectivement à 27%, 33,3% et 50%, sont consolidées par mises en équivalence.

Les soldes et opérations réciproques entre les sociétés du Groupe ont été éliminés, ainsi que les résultats internes compris dans les éléments d'actif.

1.3 ■ PRÉSENTATION DU COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Le compte de résultat consolidé est présenté par fonction (dépenses de recherche et développement et frais généraux). Les tableaux suivants détaillent ces charges par nature.

1.3.1 ■ DÉPENSES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

EN MILLIONS D'EUROS	30/06/2014	30/06/2013	VARIATION
Dépenses de personnel	9,9	9,9	N/S
Paiements en actions	0,3	0,3	N/S
Dépenses de propriété intellectuelle et coûts des licences	0,8	1,0	-20%
Dépenses externes sur projets cliniques	4,8	6,4	-25%
Dépenses externes sur autres projets	3,7	1,8	+205%
Dépenses de fonctionnement	5,0	4,8	+4%
Dotations aux amortissements et provisions	1,5	1,3	+15%
DÉPENSES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	26,0	25,5	+2%

1.3.2 ■ FRAIS GÉNÉRAUX

EN MILLIONS D'EUROS	30/06/2014	30/06/2013	VARIATION
Dépenses de personnel	1,8	1,6	+12%
Paiements en actions	0,1	0,1	N/S
Honoraires et frais de gestion	1,2	1,1	+9%
Autres frais généraux	0,6	0,4	+50%
Dotations aux amortissements et provisions	0,1	0,1	N/S
FRAIS GÉNÉRAUX	3,8	3,3	+15%

NOTE
2TRÉSORERIE, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET AUTRES
ACTIFS FINANCIERS COURANTS

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2014	31/12/2013
Disponibilités	1 039	852
Valeurs mobilières de placement	7 309	4 286
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	8 348	5 138
Autres actifs financiers courants	87 818	42 724
TOTAL	96 166	47 862
Impact de l'application de la juste valeur comptabilisé en produits financiers dans le résultat :	0,5	0,5

Les valeurs mobilières de placement sont constituées de part de fonds communs de placement monétaires à court terme. Les autres actifs financiers courants correspondent aux placements réalisés auprès du pool de trésorerie mis en place par le groupe Institut Mérieux.

NOTE
3

AUTRES ACTIFS COURANTS

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2014	31/12/2013
Crédit d'impôt recherche, part courante	15 765	7 871
Etat – T.V.A. récupérable et créances d'impôt	683	562
Avoirs à recevoir	121	200
Personnel et organismes sociaux	4	53
Subventions à recevoir	787	1 103
Charges constatées d'avance, part courante	1 174	827
Débiteurs divers	(95)	-
TOTAL	18 439	10 616

La part courante des crédits d'impôt recherche correspond aux créances de 2010 et 2011 (voir Note 7). Le Crédit d'impôt recherche de 2010 (7 871 milliers d'euros) devrait être remboursé par l'Etat au cours du second semestre 2014.

NOTE
4

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

EN MILLIERS D'EUROS	31/12/2013	Augmentation	Diminution	30/06/2014
COÛTS D'ACQUISITION				
Constructions en location financement	19 653	-	-	19 653
Terrain, constructions et agencements	7 346	78	-	7 424
Équipements de laboratoire	16 294	705	(66)	16 933
Matériels de transport, de bureau et équipements informatiques	2 168	52	(4)	2 216
Immobilisations en cours	652	428	(423)	657
TOTAL	46 113	1 263	(493)	46 883
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS				
Constructions en location financement	(7 671)	(551)	-	(8 222)
Terrain, constructions et agencements	(2 917)	(162)	-	(3 079)
Équipements de laboratoire	(10 168)	(492)	64	(10 596)
Matériels de transport, de bureau et équipements informatiques	(1 369)	(100)	3	(1 466)
TOTAL	(22 125)	(1 305)	67	(23 363)
TOTAL NET	23 988	(42)	(426)	23 520



Les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles comprises dans le résultat de Transgene sont réparties ainsi :

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2014	30/06/2013
Dépenses de recherche et développement	1 276	1 211
Frais généraux	29	28
TOTAL DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 305	1 239

NOTE 5

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

EN MILLIERS D'EUROS	31/12/2013	Augmentation	Diminution	30/06/2014
COÛTS D'ACQUISITION				
Immobilisations incorporelles	3 945	80	-	4 025
Immobilisation incorporelles en-cours	166	97	(80)	183
TOTAL	4 111	177	(80)	4 208
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS				
Autres immobilisations incorporelles	(2 782)	(204)	1	(2 985)
TOTAL	(2 782)	(204)	1	(2 985)
TOTAL NET	1 329	(27)	(79)	1 223

Les dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles comprises dans le résultat de Transgene sont réparties ainsi :

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2014	30/06/2013
Dépenses de recherche et développement	192	146
Frais généraux	12	9
TOTAL DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	204	155

NOTE 6

ACTIFS FINANCIERS

6.1 ■ IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

EN MILLIERS D'EUROS	31/12/2013	Augmentation	Diminution	30/06/2014
Immobilisations financières	2 692	897	(5)	3 584
Créances sur participations	200	718	-	918
Titres de participation	7 074	-	(7 045)	29
TOTAL BRUT	9 966	1 615	(7 051)	4 531
Provision pour dépréciation	(29)	-	-	(29)
TOTAL	(29)	-	-	(29)
TOTAL NET	9 937	1 615	(7 051)	4 502

L'augmentation des immobilisations financières provient principalement de la retenue de garantie sur le financement bancaire du crédit d'impôt recherche 2013 (885 milliers d'euros). (cf note 8.2)

L'augmentation des créances sur participations correspond à une avance en compte courant consentie à Elslys Biotech SAS (718 milliers d'euros).

La cession des titres de participation correspond à la cession de la participation de la Société dans Jennerex Inc., dont 2 331 milliers d'euros ont été payés sur le premier semestre 2014. (cf note 13)



6.2 ■ TITRES DE PARTICIPATIONS MIS EN ÉQUIVALENCE

Le tableau ci-dessous détaille les montants bruts (coûts d'acquisition), les provisions pour dépréciation ainsi que les quotes-parts de résultat des sociétés mises en équivalence :

EN MILLIERS D'EUROS	31/12/2013	Augmentation	Diminution	30/06/2014
Transgene Tasly (Tianjin) Biopharmaceuticals Co. Ltd.	3 976	-	-	3 976
Platine Pharma Services SAS	993	-	-	993
Elsalys Biotech SAS	501	-	-	501
TOTAL COÛTS D'ACQUISITION	5 470	-	-	5 470
Quote-part de résultat Transgene Tasly (Tianjin) Biopharmaceuticals Co. Ltd.	(458)	-	(511)	(969)
Quote-part de résultat Platine Pharma Services SAS	(911)	-	(82)	(993)
Quote-part de résultat Elsalys Biotech SAS	(260)	-	(162)	(422)
TOTAL DES DÉPRÉCIATIONS ET QUOTES-PARTS DE RÉSULTAT REVENANT À TRANSGENE	(1 629)	-	(755)	(2 384)
Transgene Tasly (Tianjin) Biopharmaceuticals Co. Ltd.	3 518	-	(511)	3 007
Platine Pharma Services SAS	82	-	(82)	-
Elsalys Biotech SAS	241	-	(162)	79
TOTAL NET	3 841	-	(755)	3 086

Au 30 juin 2014, Transgene ne détenait plus que 27% d'Elsalys Biotech SAS, contre 37% au 31/12/2013, suite à une augmentation de capital réservée en date du 23 juin 2014.

NOTE 7

AUTRES ACTIFS NON COURANTS

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2014	31/12/2013
Crédit d'impôt recherche, part non courante	21 991	25 051
Crédit d'impôt compétitivité emploi, part non courante	335	210
Charges constatées d'avance, part non courante	294	145
Créance sur cession de participation	4 485	-
AUTRES ACTIFS NON COURANTS	27 105	25 406

■ CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE

La Société dispose d'une créance de 37 755 milliers d'euros au titre des crédits d'impôt recherche de 2010, 2011, 2012, 2013 et du premier semestre 2014. Cette créance peut être utilisée en règlement de l'impôt sur les sociétés. En cas de non-utilisation, son remboursement en numéraire peut être demandé selon l'échéancier suivant, conformément aux règles fiscales en vigueur (en milliers d'euros) :

ANNÉES DE RÉFÉRENCE	ANNÉES DE REMBOURSEMENT PRÉVUES	30/06/2014	31/12/2013
PART COURANTE			
2010	2014	7 871	7 871
2011	2015	7 894	-
TOTAL PART COURANTE		15 765	7 871
PART NON COURANTE			
2011	2015	-	7 894
2012	2016	8 288	8 288
2013	2017	8 852	8 869
30 juin 2014	2018	4 850	-
TOTAL PART NON COURANTE		21 990	25 051
	TOTAL	37 755	32 922



■ CRÉDIT D'IMPÔT COMPÉTITIVITÉ ET EMPLOI

Au 30 juin 2014, la Société dispose d'une créance sur l'Etat évaluée à 335 milliers d'euros au titre du crédit d'impôt compétitivité emploi de 2013 et du premier semestre 2014.

■ CRÉANCE SUR CESSION DE PARTICIPATIONS

La créance sur cession de participations de 4 485 milliers d'euros correspond à la valeur actuelle nette estimée du complément de prix attendu par Transgene sur la cession des titres Jennerex, dont le paiement est étalé dans le temps et sujet à conditions. L'évaluation de cette créance a été faite en tenant compte de la meilleure estimation possible des dates de réalisation des jalons de paiement pouvant aller jusqu'en 2019. Ces flux futurs de trésorerie ont été actualisés et leur survenance probabilisée. Le taux d'actualisation des flux futurs de trésorerie est calculé à partir du coût moyen du capital (*Weighted Average Cost of Capital*, ou WACC), lui-même basé sur une approche dite des comparables boursiers. Une variation à la hausse de 1 point du WACC aurait un impact négatif d'environ 2% sur la valorisation de la créance. Une variation à la baisse de 10% de la probabilité retenue de survenance des paiements futurs aurait un impact négatif d'environ 12% sur la valorisation de la créance.

NOTE 8

PASSIFS FINANCIERS

Le tableau suivant distingue les passifs financiers selon leur maturité :

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2014	31/12/2013
Passifs financiers, part courante	16 796	8 830
Passifs financiers, part non courante	42 583	40 788
PASSIFS FINANCIERS	59 379	49 618

8.1 ■ PASSIFS FINANCIERS, PART COURANTE

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2014	31/12/2013
Location financière immobilière (voir Note 8.2)	923	906
Location financière mobilière	108	53
Financement des crédits d'impôt recherche de 2010 et 2011 (voir Note 8.2)	15 765	7 871
PASSIFS FINANCIERS – PART COURANTE	16 796	8 830

8.2 ■ PASSIFS FINANCIERS, PART NON COURANTE

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2014	31/12/2013
Location financière immobilière	9 734	10 200
Location financière mobilière	287	147
SWAP de taux - juste valeur (voir note 21)	617	501
Avances conditionnées	14 850	13 802
Financement des crédits d'impôt recherche de 2012 et 2013	17 095	16 138
PASSIFS FINANCIERS – PART NON COURANTE	42 583	40 788



■ LOCATION FINANCIÈRE IMMOBILIÈRE

	30/06/2014		31/12/2013	
	PAIEMENTS MINIMAUX	VALEUR ACTUALISÉE DES PAIEMENTS	PAIEMENTS MINIMAUX	VALEUR ACTUALISÉE DES PAIEMENTS
Moins d'un an	1 045	1 013	1 033	1 002
Plus d'un an mais moins de 5 ans	4 459	4 001	4 401	3 949
Paiements minimaux totaux au titre de la location	11 338	9 557	11 852	9 904
Moins les charges financières	680	604	745	658
Capital restant dû :	10 658	8 953	11 107	9 246
- dont courant	923	895	906	878
- dont non-courant	9 735	8 058	10 201	8 368

■ AVANCES CONDITIONNÉES

Au 30 juin 2014, les avances conditionnées concernent les avances remboursables perçues au titre du programme ADNA (« Avancées Diagnostiques pour de Nouvelles Approches thérapeutiques »), qui bénéficie d'un financement public de la BPI, pour 14 850 milliers d'euros.

Le Groupe pourrait recevoir jusqu'à 3,4 millions d'euros d'avances remboursables supplémentaires sur le reste de la durée du programme ADNA, c'est-à-dire jusqu'en 2016.

■ FINANCEMENT DU CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE

Le tableau ci-dessous présente les éléments concernant le financement bancaire des créances de crédit d'impôt recherche de la Société :

Année CIR	Montant Brut	Financement bancaire	ACTIF						PASSIF	
			CRÉANCES AUTRES ACTIFS		DÉPÔT GARANTIE	INTÉRÊTS PRÉCOMPTÉS AUTRES ACTIFS		TOTAL	FINANCEMENT PASSIFS FINANCIERS	
			Part courante	Part non courante	Immobilisations financières	Part courante	Part non courante	ACTIF	Part courante	Part non courante
2010	7 871	Oui	7 871	-	787	-	-	8 658	7 871	-
2011	7 894	Oui	7 894	-	789	155	39	8 877	7 894	-
2012	8 288	Oui	-	8 288	824	-	-	9 112	-	8 243
2013	8 852	Oui	-	8 852	885	-	-	9 737	-	8 852
2014	4 850	-	-	4 850	-	-	-	4 850	-	-
TOTAL	37 755		15 765	21 990	3 285	155	39	41 234	15 765	17 095

NOTE
9

AUTRES PASSIFS

■ AUTRES PASSIFS, PART COURANTE

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2014	31/12/2013
Dettes fiscales et sociales et autres dettes à court terme	4 564	4 987
Produits constatés d'avance, dont :	204	643
<i>Droit d'option Novartis</i>	-	252
<i>subventions</i>	188	338
<i>et autres</i>	16	53
Autres passifs à court terme	76	69
TOTAL	4 844	5 699

NOTE
10

AVANTAGES AU PERSONNEL

10.1 ■ PROVISIONS POUR ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Conformément aux dispositions de la loi française, Transgene participe au financement des retraites du personnel en France par le versement de cotisations, calculées sur la base des salaires, aux organismes qui gèrent les programmes de retraite. Transgene participe par ailleurs au financement des retraites de certains salariés en France en versant des cotisations, également basées sur les salaires, à des organismes privés de retraites complémentaires. Il n'y a pas d'autre engagement lié à ces contributions.

La loi française exige également le versement en une seule fois d'une indemnité de départ en retraite, déterminée en fonction de l'ancienneté et du niveau de rémunération au moment du départ. Les bénéficiaires de l'indemnité sont transférés uniquement aux salariés présents chez Transgene au moment du départ en retraite. Les hypothèses retenues pour le calcul de ces engagements de retraite sont les suivantes :

	30/06/2014	30/06/2013
Taux d'actualisation	3,00%	2,75%
Taux d'augmentation des salaires	2,50%	2,50%

Conditions de départ à la retraite : • cadres : départ volontaire à 62 ans • non-cadres : départ volontaire à 62 ans

10.2 ■ PROGRAMME DE PRIMES LIÉES À L'APPRÉCIATION SUR LA VALEUR DE LA SOCIÉTÉ

Transgene a mis en place en 2014 un nouveau programme de primes liées à l'appréciation sur la valeur de la société. Ce programme est destiné aux cadres dirigeants de la société et prévoit le versement d'une prime complémentaire en fonction de la performance du cours de bourse sur 5 ans. Au 30 juin 2014, la société estime que cet engagement futur n'est pas significatif.

NOTE
11

CAPITAUX PROPRES

11.1 ■ CAPITAL

En mars 2014, la société a procédé à l'émission de 6 553 551 actions nouvelles dans le cadre de deux opérations d'augmentation de capital distinctes.

Au 30 juin 2014, le nombre d'actions en circulation de Transgene s'élève à 38 444 670 représentant un capital social de 87 965 318,60 euros.

11.2 ■ RÉSULTAT NET PAR ACTION

Une réconciliation entre les résultats par action avant et après dilution est présentée ci-dessous. Le nombre de titres est calculé sur une base *prorata temporis*.

	30/06/2014	30/06/2013
RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION		
Résultat net disponible part du Groupe (en milliers d'euros)	(25 113)	(23 166)
Nombre moyen d'actions en circulation	38 444 670	31 854 490
RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION (EN EUROS)	(0,65)	(0,73)
RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION (EN EUROS)	(0,65)	(0,73)

Aux premiers semestres 2014 et 2013, les instruments donnant droit au capital de façon différée (options de souscription d'action et actions gratuites) sont considérés comme anti-dilutifs puisqu'ils induisent une augmentation du résultat net par action (diminution de la perte par action) des activités poursuivies. Ainsi, le résultat dilué par action des premiers semestres 2014 et 2013 est identique au résultat de base par action.



11.3 ■ PLANS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

Transgene n'a pas attribué de nouvelles options de souscription d'actions au cours du premier semestre 2014. Le nombre d'options en circulation au 31 décembre 2013 s'élevait à 1 262 242 options et le nombre d'options exerçables à la clôture à 882 242 options. Il n'y a eu aucun changement significatif depuis.

Le coût des services rendus est comptabilisé en charge sur la période d'acquisition des droits. La charge s'est élevée à 210 milliers d'euros au premier semestre 2014, identique au premier semestre 2013.

11.4 ■ PLANS D'ATTRIBUTION D'ACTIONS GRATUITES

Transgene n'a pas attribué de nouvelles actions gratuites au cours du premier semestre 2014. Le nombre d'actions gratuites attribuées au 31 décembre 2013 s'élevait à 138 850 actions et le nombre d'actions gratuites acquises par les bénéficiaires des attributions de 2013 à 9 600. Il n'y a eu aucun changement significatif depuis.

Le coût des services rendus est comptabilisé en charge sur la période d'acquisition des droits. La charge s'est élevée à 150 milliers d'euros au premier semestre 2014 et à 160 milliers d'euros au premier semestre 2013.

NOTE 12 PRODUITS OPÉRATIONNELS

12.1 ■ REVENUS DES ACCORDS DE COLLABORATION ET DE LICENCE

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2014	30/06/2013
Revenus de production et de collaboration de recherche et développement	797	653
Revenus de licences	494	748
TOTAL	1 291	1 401

12.2 ■ FINANCEMENTS PUBLICS DE DÉPENSES DE RECHERCHE

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2014	30/06/2013
Subventions de recherche et développement	195	1 765
Crédit d'impôt recherche, net	4 793	3 548
TOTAL	4 988	5 313

Le crédit d'impôt recherche brut, hors honoraires de conseil, calculé au titre du premier semestre 2014 s'est élevé à 4 850 milliers d'euros.

NOTE 13 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2014	30/06/2013
Subventions d'investissement	8	7
Produits de cession d'immobilisations	6 817	175
Autres produits	120	19
TOTAL DES PRODUITS	6 945	201
Valeur nette comptable des cessions d'immobilisations	(7 048)	(184)
Autres charges	(94)	(243)
TOTAL DES CHARGES	(7 142)	(427)
TOTAL	(197)	(226)



Au cours du premier semestre 2014, les produits de cession d'immobilisations (6 817 milliers d'euros) concernent la cession de Jennerex, Inc. Une partie du prix, soit 2 332 milliers d'euros, a été payée comptant. La différence entre le produit total et la part payée au moment de la cession correspond à la valeur actuelle nette des paiements conditionnels futurs (voir Note 7).

Au 30 juin 2014, la valeur nette comptable des cessions d'immobilisations est liée principalement à la vente des titres Jennerex.

**NOTE
14**

PRODUITS FINANCIERS (CHARGES), NETS

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2014	30/06/2013
Revenus des placements financiers	105	28
Coût de l'endettement	(370)	(331)
GAINS DES PLACEMENTS NETS D'EMPRUNTS	(265)	(303)
Produits et charges financiers divers	(338)	(546)
Gains et pertes de change	37	44
TOTAL	(301)	(502)
PRODUITS FINANCIERS (CHARGES), NETS	(566)	(805)

**NOTE
15**

IMPÔTS SUR LES SOCIÉTÉS

15.1 ■ IMPÔT COURANT

Le Groupe étant déficitaire, sa charge d'impôt courant est nulle. Les filiales américaine et chinoise n'ont reconnu aucun produit ou charge d'impôt courant en 2014 et 2013.

15.2 ■ IMPÔT DIFFÉRÉ

Les actifs nets d'impôt différé sont nuls au 30 juin 2014, en raison de la non-reconnaissance des impôts différés actifs liée à l'incertitude de résultats taxables dans les trois prochaines années.

**NOTE
16**

PERSONNEL

16.1 ■ EFFECTIFS

Les effectifs inscrits du Groupe s'élevaient à 298 salariés au 30 juin 2014, dont 6 personnes pour Transgene, Inc. et 4 pour Transgene Shanghai. Le Groupe comptait 295 salariés aux 31 décembre 2013.

AU 30 JUIN 2014	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Cadres	70	108	178
Etam	27	93	120
TOTAL	97	201	298*

* Dont 265 CDI au 30 juin 2014



16.2 ■ DÉPENSES DE PERSONNEL

Les charges de personnel comprises dans le résultat de la Société (masse salariale, taxes, charges des retraites, frais annexes) sont réparties ainsi :

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2014	30/06/2013
Dépenses de recherche et développement	9 941	9 873
Frais généraux	1 827	1 583
TOTAL DES CHARGES DE PERSONNEL	11 768	11 456

La charge relative aux paiements en actions s'est élevée à :

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2014	30/06/2013
Dépenses de recherche et développement	271	280
Frais généraux	89	90
TOTAL	360	370

NOTE 17

ENTREPRISES LIÉES

Transgene a signé une convention de trésorerie avec l'Institut Mérieux. Les disponibilités placées dans le cash pooling de l'Institut Mérieux représentent une créance de 87 818 milliers d'euros au 30 juin 2014. Les revenus de ces placements se sont élevés à 95 milliers d'euros au 30 juin 2014.

Le tableau ci-dessous ne tient pas compte de ces éléments de trésorerie.

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2014	
	CRÉANCES	DETTES
bioMérieux S.A. ⁽¹⁾	-	7
bioMérieux China	-	13
Institut Mérieux ⁽²⁾	-	420
Advance Bioscience Laboratories, Inc. ⁽³⁾	-	458
Transgene Tasly ⁽⁴⁾	137	-
Elsalys Biotech SAS ⁽⁵⁾	961	2
Platine Pharma Services SAS	700	-
TOTAL	1 798	900

EN MILLIERS D'EUROS	PRODUITS	CHARGES
bioMérieux S.A. ⁽¹⁾	-	52
bioMérieux China	-	80
Institut Mérieux ⁽²⁾	-	1 043
bioMérieux, Inc.	-	-
Advance Bioscience Laboratories, Inc. ⁽³⁾	-	697
Transgene Tasly ⁽⁴⁾	266	-
Elsalys Biotech SAS ⁽⁵⁾	359	16
Platine Pharma Services SAS	-	44
Thera conseil	-	9
TOTAL	625	1 941

(1) Les produits correspondent à des opérations de recherche, les charges à des achats de matériels et de consommables de laboratoire.

(2) Les charges correspondent au contrat de prestations de service rendues par Institut Mérieux.

(3) Les charges correspondent au contrat de prestations de services, de refacturation de personnel et de loyer conclu entre Transgene, Inc. et Advance Bioscience Laboratories, Inc.

(4) Les produits correspondent aux contrats de prestations de services et refacturation de personnel conclus entre Transgene SA et Transgene Tasly BioPharmaceutical Co. Ltd.

(5) Les produits correspondent au contrat de prestation de services rendues par Transgene SA. Les charges correspondent à un contrat d'agent entre Elsalys Biotech et Transgene SA.

**NOTE
18****ENGAGEMENTS HORS-BILAN**

Transgene n'a pas pris de nouvel engagement hors-bilan significatif au cours du premier semestre 2014.

Transgene est engagée dans des contrats avec des sous-traitants. Ces contrats peuvent avoir des effets sur plusieurs exercices comptables. Au 30 juin 2014, la Société estime ses engagements financiers au titre de ces contrats à environ 16 millions d'euros en valeur courante.

Le Groupe n'a plus d'engagement avec Novartis, suite à la décision de ce dernier de renoncer à la levée de l'option de licence sur le produit TG4010 en avril 2014.

Dans le cadre d'un contrat de sous-traitance de production de substance pharmaceutique de vecteurs viraux, le Groupe s'est engagé auprès du groupe Sanofi à participer financièrement à la mise en place par ce dernier d'une unité de production commerciale. Les engagements financiers de Transgene en vertu de ce contrat s'élèveraient au maximum à 5 millions d'euros.

Le Groupe n'a donné aucun autre engagement significatif (cautions, nantissements, etc.).

**NOTE
19****INFORMATION SECTORIELLE**

Le Groupe conduit ses activités exclusivement en recherche et développement pharmaceutiques de vaccins thérapeutiques et de produits d'immunothérapie, dont aucun n'est actuellement commercialisé. Ses principaux partenaires, avec lesquels il a généré des revenus au premier semestre 2014, sont le groupe suisse Novartis et la société américaine Jennerex, Inc. Ses activités sont localisées pour l'essentiel en France. Le Groupe a donc décidé de ne retenir qu'un secteur pour l'établissement et la présentation de ses comptes.

**NOTE
20****VENTILATION DES ACTIFS ET PASSIFS PAR ÉCHÉANCE**

30 JUIN 2014

ACTIFS (EN MILLIERS D'EUROS)	MONTANT BRUT	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Immobilisations financières	3 583	1 576	2 007
Clients	1 206	1 206	-
Crédit d'impôt recherche, Crédit impôt compétitivité emploi	38 090	15 765	22 325
Etat, TVA et autres collectivités	683	683	-
Personnel et comptes rattachés	4	4	-
Charges constatées d'avance	1 468	1 174	294
Subventions à recevoir	787	787	-
Autres créances	121	121	-
TOTAL DES ACTIFS	45 942	21 316	24 626



PASSIFS (EN MILLIERS D'EUROS)	MONTANT BRUT	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN ET 5 ANS AU PLUS	A PLUS DE 5 ANS
Avances conditionnées	14 850	-	-	14 850
Fournisseurs	12 854	12 854	-	-
Location financière immobilière	10 658	924	4 082	5 652
Location financière mobilière	394	108	286	-
Financement du crédit d'impôt recherche	32 860	15 765	17 095	-
Provision pour risques et charges	182	182	-	-
Engagements de retraites	4 581	229	1 624	2 728
Provision pour DIF	100	100	-	-
Dettes sociales et fiscales	4 564	4 564	-	-
Produits constatés d'avance	204	204	-	-
Autres dettes	693	76	-	617
TOTAL DES PASSIFS	81 940	35 006	23 087	23 847

NOTE 21

OPÉRATIONS DE COUVERTURE DE CHANGE

Le Groupe possède depuis le premier semestre 2009, une couverture partielle du risque de taux lié au financement en crédit-bail de son bâtiment administratif et de recherche d'Illkirch (Cf. Note 8).

Au 30 juin 2014, la valeur de marché de l'instrument se monte à moins 617 milliers d'euros.

NOTE 22

INSTRUMENTS FINANCIERS

La ventilation des actifs et passifs financiers selon les catégories prévues par la norme IAS39 et la comparaison entre les valeurs comptables et les justes valeurs sont données dans le tableau ci-dessous (hors créances et dettes fiscales et sociales) :

30 JUIN 2014 EN MILLIERS D'EUROS	ACTIFS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	ACTIFS DISPONIBLES À LA VENTE	CRÉANCES, DETTES, EMPRUNTS, AU COÛT AMORTI	INSTRUMENTS DÉRIVÉS	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	NIVEAU
ACTIF FINANCIER							
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 348	-	-	-	8 348	8 348	1
Autres actifs financiers courants	87 818	-	-	-	87 818	87 818	2
Créances clients	-	-	1 206	-	1 206	1 206	-
Immobilisations financières	-	-	4 501	-	4 501	4 501	2
Titres de participations mis en équivalence	-	-	3 086	-	3 086	3 086	2
Autres actifs non courants	4 485	-	-	-	4 485	4 485	3
TOTAL ACTIF FINANCIER	100 652	-	8 794	-	109 446	109 446	



30 JUIN 2014 EN MILLIERS D'EUROS	ACTIFS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	ACTIFS DISPONIBLES À LA VENTE	CRÉANCES, DETTES, EMPRUNTS, AU COÛT AMORTI	INSTRU- MENTS DÉRIVÉS	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	NIVEAU
PASSIF FINANCIER							
<i>Emprunt auprès d'établissements de crédit, part à long terme</i>	-	-	17 095	-	17 095	17 095	2
<i>Engagement de crédit-bail, part à long terme</i>	-	-	10 021	-	10 021	10 021	2
<i>Avances conditionnées</i>	-	-	14 850	-	14 850	14 850	2
<i>Autres passifs financiers non courants</i>	-	-	-	617	617	617	2
PASSIF FINANCIER NON COURANT	-	-	41 966	617	42 583	42 583	-
<i>Emprunt auprès d'établissements de crédit, part à court terme</i>	-	-	15 765	-	15 765	15 765	2
<i>Engagement de crédit-bail, part à court terme</i>	-	-	1 031	-	1 031	1 031	2
PASSIF FINANCIER COURANT	-	-	16 796	-	16 796	16 796	-
FOURNISSEURS	-	-	12 854	-	12 854	12 854	-
TOTAL PASSIF FINANCIER	-	-	71 617	617	72 234	72 234	

Conformément à la norme IFRS13, les instruments financiers sont présentés en 3 niveaux, selon une hiérarchie de méthodes de détermination de la juste valeur :

- Niveau 1 : juste valeur calculée par référence à des prix cotés non ajustés sur un marché actif pour des actifs et passifs identiques.
- Niveau 2 : juste valeur calculée par référence à des données observables de marché pour l'actif ou le passif concerné, soit directement, soit indirectement à savoir des données dérivées de prix.
- Niveau 3 : juste valeur calculée par référence à des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché.

NOTE 23

ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

En juillet 2014, la société américaine ABL, Inc. a pris le contrôle de Platine Pharma Services SAS au travers d'une augmentation de capital réservée. Suite à cette opération, et des cessions subséquentes de titres des trois principaux actionnaires, ABL, Inc. détient environ 70% de Platine Pharma Services et la participation de Transgene dans cette dernière est passée d'environ 33% à moins de 10 %. Cette opération n'a pas d'impact significatif sur la valeur des actifs de Transgene au 30 juin 2014.

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

2.1 ■ FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2014

En début janvier 2014, Transgene a annoncé des résultats prometteurs de TG4010 dans la partie phase 2b de l'étude TIME en cancer du poumon « non à petite cellule », un essai de phase 2b/3 évaluant TG4010 en combinaison avec la chimiothérapie dans le cancer du poumon.

Fin janvier 2014, Transgene et Sanofi ont décidé de lancer la construction d'une nouvelle plateforme de bioproduction, sur le site de Genzyme Polyclonals à Lyon, destinée à la production de vecteurs viraux, tels que le TG4010 de Transgene.

En mars 2014, la société Jennerex, Inc, partenaire de Transgene dans le développement de Pexa-Vec, a été acquise définitivement par la société Sillajen. Dans le cadre de cette transaction, Transgene a cédé les actions qu'elle détenait dans Jennerex, Inc.

Fin mars 2014, Transgene a confirmé le plan de développement clinique de Pexa-Vec avec les partenaires Sillajen et Lee's Pharmaceutical, prévoyant notamment le recrutement des premiers patients dans l'étude de phase 3 dans le cancer du foie avancé prévu pour mi-2015 et le lancement dès 2014 de plusieurs études additionnelles de phase 1 ou 2.

Fin mars 2014, Transgene a annoncé le succès de deux opérations successives d'augmentation de capital, l'une avec maintien du droit préférentiel de souscription et l'autre dans le cadre d'un placement privé, pour un montant total brut de 65,5 millions d'euros (montant net de 62,6 millions d'euros).

En avril 2014, Transgene a été informée de la décision de Novartis de ne pas lever son option sur TG4010 à l'issue de la période d'option exclusive signée en 2010. La société est à la recherche d'un nouveau partenaire pour le développement clinique et la commercialisation du TG4010.

En mai 2014, Transgene a communiqué sur l'avancement de son programme propriétaire d'immunothérapie oncolytique TG6002. Ce produit est en tests précliniques et a montré une activité dans plusieurs modèles *in vitro* et *in vivo*. La société prévoit d'initier une première étude clinique en 2015 avec ce produit.

Fin mai 2014, Transgene a annoncé de nouveaux résultats prometteurs de la partie 2b de son essai clinique TIME avec TG4010 en cancer du poumon « non à petites cellules ». Sur la base de données plus matures que celles de janvier 2014, l'objectif principal de l'essai a été atteint dans le groupe des patients ayant un niveau normal de TrPAL. De plus, une amélioration statistiquement et cliniquement significative de la survie sans progression a été observée chez les patients atteints de cancer du poumon non-squameux. Les résultats détaillés de TIME, y compris la survie globale, devraient être présentés lors d'un congrès médical majeur plus tard dans l'année.

2.2 ■ RÉSULTAT FINANCIER

PRODUITS OPÉRATIONNELS :

Le tableau suivant présente les produits opérationnels du premier semestre 2014, en comparaison avec ceux du premier semestre 2013 :

EN MILLIONS D'EUROS	SIX PREMIERS MOIS	
	2014	2013
Revenus des accords de collaboration et de licence	1,3	1,4
Financements publics de dépenses de recherche	5,0	5,3
PRODUITS OPÉRATIONNELS	6,3	6,7

Durant les périodes sous revue, les produits des collaborations et accords de licence ont essentiellement compris les éléments suivants :

- Des prestations de production et de recherche et développement pour des tiers (dont, en 2014, Jennerex, Inc, pour le produit Pexa-Vec, et Emergent Biosolutions, Inc, pour un candidat-produit contre la tuberculose), qui se sont élevées à 0,8 million d'euros au premier semestre 2014, contre 0,7 million d'euros sur la même période en 2013,
- Des revenus de type « paiement à la signature » ou « paiement d'étape » sur des produits en développement, qui se sont élevés à 0,3 million d'euros au premier semestre 2014, contre 0,5 million d'euros sur la même période en 2013. Au 30 juin 2014, ces revenus correspondent à la quote-part du paiement reçu de Novartis en mars 2010 selon l'accord d'option, produit ayant été comptabilisé en produits opérationnels de façon étalée et linéaire sur la période allant de la date de signature du contrat d'option au 31 mars 2014, et
- Des revenus liés à l'exploitation commerciale de technologies ou produits donnés en licence par Transgene, qui se sont élevés à 0,2 million d'euros au premier semestre 2014, identique à la même période en 2013.

Au premier semestre 2014, les financements publics de dépenses de recherche correspondent aux subventions reçues et à recevoir ainsi qu'au crédit d'impôt recherche. Les subventions de recherche se sont élevées à 0,2 million d'euros au premier semestre 2014, contre 1,8 million d'euros sur la même période en 2013. Le crédit d'impôt recherche s'est élevé à 4,8 millions d'euros au premier semestre 2014, contre 3,5 millions d'euros sur la même période en 2013. Le crédit d'impôt recherche du premier semestre 2014 a été calculé comme la moitié du crédit d'impôt recherche attendu pour l'année 2014, tel que recalculé au 30 juin 2014.

■ CHARGES OPÉRATIONNELLES :

Les dépenses de recherche et développement (« R&D ») se sont élevées à 26,0 millions d'euros au premier semestre 2014, contre 25,5 millions d'euros sur la même période en 2013.

Le tableau suivant détaille les dépenses de recherche et développement par nature de charge :

EN MILLIONS D'EUROS	30/06/2014	30/06/2013	VARIATION
Dépenses de personnel	9,9	9,9	N/S
Paiements en actions	0,3	0,3	N/S
Dépenses de propriété intellectuelle et coûts des licences	0,8	1,0	-20%
Dépenses externes sur projets cliniques	4,8	6,4	-25%
Dépenses externes sur autres projets	3,7	1,8	+205%
Dépenses de fonctionnement	5,0	4,8	+4%
Dotations aux amortissements et provisions	1,5	1,3	+15%
DÉPENSES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	26,0	25,5	+2%

Les dépenses de personnel affecté à la R&D (salaires, charges et dépenses associées ainsi que paiements en actions), se sont élevées à 10,2 millions d'euros au premier semestre 2014, inchangés par rapport à la même période en 2013. Les dépenses de propriété intellectuelle et les coûts des licences se sont élevées à 0,8 million d'euros au premier semestre 2014, contre 1,0 million d'euros sur la même période en 2013.

Les dépenses externes pour les essais cliniques se sont élevées 4,8 millions d'euros au premier semestre 2014 contre 6,4 millions d'euros sur la même période en 2013. Cette diminution (-25%) s'explique principalement par :

- la fin en 2014 de l'étude TRAVERSE, un essai clinique de phase 2b avec Pexa-Vec en seconde ligne de cancer du foie avancé, qui recrutait encore des patients au premier semestre 2013 (1,1 million d'euros de dépenses externes sur ce produit sur le premier semestre 2014, contre 1,5 million d'euros sur la même période en 2013),
- la diminution en 2014 du nombre de patients traités dans la partie 2b de l'essai de phase 2b/3 TIME avec TG4010 dans le cancer du poumon suite à la fin d'étude (2,3 millions d'euros de dépenses externes pour ce produit sur le premier semestre 2014, contre 3,3 millions d'euros sur la même période en 2013),
- la fin de l'étude HCVac avec le produit TG4040 dans l'hépatite C (pas de dépenses externes pour ce produit sur le premier semestre 2014, contre 0,7 million d'euros sur la même période en 2013).

Les autres dépenses externes, dont les dépenses sur projets de recherche et sur projets précliniques ainsi que les dépenses sur projets industriels, se sont élevées à 3,7 millions d'euros au premier semestre 2014 contre 1,8 million d'euros sur la même période en 2013. Cette forte augmentation s'explique notamment par la décision en début d'année de lancer les travaux de construction de l'unité de production de lots commerciaux en collaboration avec Sanofi/Genzyme (0,8 million d'euros de dépenses externes sur le premier semestre 2014, rien au premier semestre 2013), et par le lancement d'études de toxicologie réglementaire sur les produits d'immunothérapie TG1050 et TG6002 (0,7 million d'euros de dépenses externes sur le premier semestre 2014, rien au premier semestre 2013).

Les dépenses de fonctionnement, dont le coût de fonctionnement des laboratoires de recherche et de l'unité interne de production, se sont élevées à 5,0 millions d'euros au premier semestre 2014, contre 4,8 millions d'euros sur la même période en 2013.

Les frais généraux se sont élevés à 3,8 millions d'euros au premier semestre 2013, contre 3,3 millions d'euros sur la même période en 2013.

Le tableau suivant détaille les frais généraux par nature de charge :

EN MILLIONS D'EUROS	30/06/2014	30/06/2013	VARIATION
Dépenses de personnel	1,8	1,6	+12%
Paiements en actions	0,1	0,1	N/S
Honoraires et frais de gestion	1,2	1,1	+9%
Autres frais généraux	0,6	0,4	+50%
Dotations aux amortissements et provisions	0,1	0,1	N/S
FRAIS GÉNÉRAUX	3,8	3,3	+15%

Les dépenses de personnel, qui se sont élevées à 1,8 million d'euros au premier semestre 2014 contre 1,6 million d'euros sur la même période en 2013, ont progressé principalement du fait du renforcement de nos effectifs en *business development* et relations investisseurs aux Etats-Unis.

Les dépenses externes, et notamment les honoraires ainsi que les frais de gestion, se sont élevées à 1,2 million d'euros au premier semestre 2014, contre 1,1 million d'euros sur la même période en 2013.

■ AUTRES PRODUITS ET CHARGES DIVERS, NETS :

Les autres charges, nettes, se sont élevées à 0,1 million d'euros au premier semestre 2014, contre 0,2 million d'euros sur la même période en 2013. La cession des titres de Jennerex, Inc, a notamment générée une charge nette de 0,2 million d'euros au premier semestre 2014.

■ RÉSULTAT FINANCIER :

Le résultat financier net s'est soldé par une perte de 0,6 million d'euros au premier semestre 2014, contre une perte de 0,8 million d'euros sur la même période en 2013.

Les produits financiers (produits de placement) se sont élevés à 0,1 million d'euros au premier semestre 2014, inchangé par rapport à la même période en 2013.

Les principales charges financières ont concerné les intérêts bancaires sur la mobilisation du crédit d'impôt recherche pour 0,2 million d'euros, le coût de l'actualisation financière des avances reçues par la BPI sur le programme ADNA pour 0,3 million d'euros et les intérêts sur la location financière immobilière pour 0,1 million d'euros.

■ PERTE NETTE :

La perte nette s'est élevée à 25,1 millions d'euros au premier semestre 2014 contre 23,2 millions d'euros sur la même période en 2013. La perte nette par action ressort à 0,65 euro au premier semestre 2014, contre 0,73 euro sur la même période en 2013.



■ INVESTISSEMENTS :

Les investissements corporels et incorporels (nets de cessions) se sont élevés à 0,9 million d'euros au premier semestre 2014, contre 0,8 million d'euros sur la même période en 2013.

■ EMPRUNTS ET AVANCES REMBOURSABLES :

Sur les six premiers mois de l'année 2014, Transgene a perçu 0,8 million d'euros d'avance remboursable au titre du programme ADNA, qui bénéficie d'un financement public de la BPI. En 2013, le versement de l'aide était intervenu au second semestre 2013, pour un montant de 2,9 millions d'euros.

Au cours du premier semestre 2014, le Groupe a mobilisé sa créance de crédit d'impôt recherche 2013, d'un montant de 8,8 millions d'euros. Il a pour cela utilisé un financement bancaire (auprès de la BPI) avec une maturité à mi-2017, date de remboursement prévisionnel de la créance par l'Etat français.

■ LIQUIDITÉ ET RESSOURCES EN CAPITAL :

La trésorerie est investie dans des fonds communs de placement monétaires à très court terme ou placée à des conditions de marché dans un pool de trésorerie organisé par l'actionnaire majoritaire de Transgene, l'Institut Mérieux.

Au 30 juin 2014, Transgene disposait de 96,2 millions d'euros de trésorerie, contre 47,9 millions d'euros au 31 décembre 2013.

■ CONSOMMATION DE TRÉSORERIE NETTE :

La consommation de trésorerie de Transgene s'est élevée à 14,8 millions d'euros au premier semestre de 2014 (hors frais d'augmentation de capital), contre 18,5 millions d'euros sur la même période en 2013.

La consommation de trésorerie devrait augmenter dans le second semestre de 2014, notamment en raison des encaissements non récurrents ayant eu lieu au cours du premier semestre. Transgene prévoit toujours une consommation de trésorerie nette de l'ordre de 50-55 millions d'euros pour l'année 2014.

2.3 ■ PRINCIPALES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Ces informations sont disponibles dans la note 17 des comptes semestriels 2014 publiés dans le présent rapport.

2.4 ■ PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Novartis n'ayant pas levé son option pour poursuivre le développement sur le TG4010, Transgene a initié une recherche de nouveaux partenaires. En dehors de cet événement, il n'y a pas eu d'évolution significative sur la nature et le niveau des facteurs de risque tels que décrits dans le Document de Référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 17 avril 2014.

2.5 ■ ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

En juillet 2014, la société américaine ABL, Inc. a pris le contrôle de Platine Pharma Services SAS au travers d'une augmentation de capital réservée. Suite à cette opération, et des cessions subséquentes de titres des trois principaux actionnaires, ABL, Inc. détient environ 70% de Platine Pharma Services et la participation de Transgene dans cette dernière est passée d'environ 33% à moins de 10%. Cette opération n'a pas d'impact significatif sur la valeur des actifs de Transgene au 30 juin 2014.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2014

COMMISSARIAT CONTROLE AUDIT
20, rue Garibaldi - 69451 Lyon - Cedex 06

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie régionale de Lyon

ERNST & YOUNG et Autres
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles

Transgene
Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Transgene S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre président-directeur général. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Lyon, le 4 septembre 2014

Les Commissaires aux Comptes

COMMISSARIAT CONTROLE AUDIT
Hubert de Rocquigny du Fayel

ERNST & YOUNG et Autres
Marc-André Audisio

ATTESTATION DU RESPONSABLE DE L'INFORMATION

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société Transgene et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.



Philippe Archinard
Président-Directeur Général